



SON ORIGINE ET SA CRÉATION

Dans le judaïsme, la charité, désignée en hébreu par le terme *tsedaka*, est primordiale. Ce mot signifie en réalité «justice» ou « droiture ». La *tsedaka* est une obligation qui s'impose à tous les juifs indépendamment de leur statut financier. De fait, les communautés juives ont toujours été dotées d'institutions chargées de collecter et de redistribuer les nombreuses donations des fidèles. Au début du XIXe siècle, Napoléon Ier charge le Consistoire de Paris de réformer et de centraliser ces institutions de bienfaisance. Le Comité de bienfaisance israélite de Paris (CBIP) est fondé le 24 octobre 1809.

Au cours des années 1830, une génération jeune et bien formée est en âge de prendre la relève. Elle se recrute parmi des personnalités empreintes d'un idéal de progrès, et non plus seulement de charité. Elle se donne pour mission de prévenir plutôt que de guérir, de fournir du travail plutôt qu'une aumône. Ces banquiers, hommes d'affaires et hommes politiques, tels Adolphe Crémieux, Baruch Weill et la famille Rothschild, tous philanthropes, modernisent l'institution et fondent écoles, dispensaires et hôpitaux.

Au milieu du siècle, les juifs sont près de 10 000 dans la capitale, dont un sur cinq (soit 2 000) vit dans un total dénuement. Le Comité met en place pour eux un service de distribution de pain, de viande, de secours en argent et de combustibles pour se chauffer. Les ouvriers et les nécessiteux peuvent consommer des repas chauds dans deux fourneaux alimentaires.



ORIGIN AND CREATION OF THE COMITÉ

Charity, or Tzedaka as it is known in Hebrew, is a central tenet of Judaism. The direct translation of the word "Tzedaka" is in fact "justice" or "uprightness". Tzedaka is an obligation that is incumbent on every Jew, regardless of his financial situation. Indeed, Jewish communities have always operated mutual aid societies that collected and redistributed the donations of its members.

In 1808, Napoleon Bonaparte issued a special edict to establish the Consistoire Israélite de Paris to unify and centralize the social and religious activities of the Jewish communities of France. On October 24th, 1809, the Comité de Bienfaisance Israélite de Paris (CBIP) was founded to centralize and better coordinate the welfare activities of the Jewish community.

In the 1830's, a young generation of community leaders motivated by progressive ideals set out to prevent poverty and provide jobs rather than hand out charity. These bankers, businessmen and politicians, such as Adolphe Crémieux, Baruch Weill and the Rothschild family, modernized the Comité and created schools, hospitals and aid centers.

By the middle of the 19th Century, the Jewish population of Paris grew to about 10,000 people; one in five was destitute. The Comité distributed bread, meat, monetary aid and fuel for heating. It organized a clothing exchange program where donated garments were distributed to those in need. Two soup kitchens were created for blue-collar workers and the needy.



Napoléon Ier et le culte israélite, Paris, 1806.
Napoleon I and the Jewish cult, Paris.
Coll. MAHJ



Comité de bienfaisance israélite de Paris, 60 rue Rodier, vers 1905.
Coll. FCC



Première séance du Comité de bienfaisance, le 24 octobre 1809.
Register des délibérations de 1809 à 1836.
First session of Comité de bienfaisance, on October 24th, 1809.
Register of deliberations from 1809 till 1836.
Coll. FCC



Bon de viande du CBIP.
Voucher for meat of the CBIP.
Coll. FCC



DIVERSIFICATION DES SERVICES

À la fin du XIXe siècle, plusieurs oeuvres sont créées pour venir en aide aux personnes âgées. La maison de retraite pour femmes israélites, fondée par Moïse Léon en 1883, boulevard de Picpus, fait l'objet d'une donation au Comité de bienfaisance en 1888.

Le Comité a aussi pour prérogative d'assister les malades. Il règle les frais de médecins et de médicaments. En 1842, il crée le premier hôpital juif, rue des 3 Bornes, Paris 11e, puis l'Hôpital israélite - Fondation James de Rothschild au 76 rue de Picpus dans le 12e arrondissement.

Dès sa création, le Comité adopte des enfants qui sont placés dans des familles. Pour remédier à un suivi inégal, grâce à l'aide financière de Salomon de Rothschild et de ses héritiers, une maison est aménagée en 1857, au 4 bis rue des Rosiers pouvant recevoir une cinquantaine d'enfants. En 1874, la baronne James de Rothschild fait construire un véritable orphelinat au 7 de la rue Lamblardie, pouvant accueillir 100 enfants.

En 1886, un arrêt du Conseil d'État interdit au Consistoire de recevoir des libéralités destinées à d'autres objets que le culte. Le Comité devient indépendant du Consistoire. Il obtient en 1887 la reconnaissance d'utilité publique.

En 1900, la diversification des services du Comité est reconnue comme un progrès de la bienfaisance ; elle est récompensée lors de l'Exposition universelle de Paris.



DIVERSIFICATION OF SERVICES

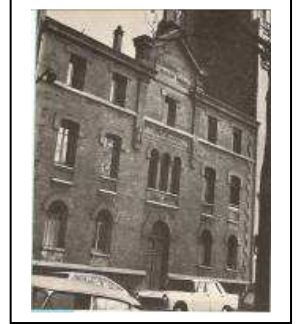
At the end of the century, several services were established to meet the needs of the elderly. In 1883, a retirement home for elderly Jewish women was created on boulevard Picpus by Moïse Léon. Several foundations, such as those of Juliet de Rothschild, Baroness Emmanuel Léonino, André Gustave de Rothschild Léonino and the Baroness Edmund de Rothschild were dedicated to allocating pensions to the elderly.

Assisting the sick was another priority of the Comité. It paid for the medical visits and medications and, in 1842, established the first Parisian Jewish hospital on rue des 3 Bornes in the 11th arrondissement and then L'Hôpital Israélite – Fondation James de Rothschild at 76 rue de Picpus in the 12th arrondissement.

Since its creation, the CBIP adopted children and placed them with foster families. In 1857, to improve on a limited and uneven foster care system, Salomon de Rothschild and his successors created a 50-bed orphanage home at 4 bis rue des Rosiers. In 1874, the Baron James de Rothschild built a full-size orphanage at 7 rue Lamblardie, with the capacity for 100 children.

An 1886 statute of the Conseil d'Etat (the French "supreme court") prevented the Consistoire from receiving donations for any cause other than worship and the Comité therefore had to become independent of the Consistoire. In 1887, the Comité was officially designated an "association d'utilité publique", a state-approved non-profit organization.

At the dawn of the 20th century, the diversified range of services offered by the Comité was recognized as a progressive model in the realm of social services and the Comité received an award at the Paris World Fair of 1900.



Maison pour femmes âgées, Moïse Léon, House for old women, Moïse Léon, 46, boulevard de Picpus, Paris 12th. Coll. FCC



Notice des statuts du CBIP de 1886 décide de devenir une œuvre indépendante du Consistoire. Registre des délibérations de 1878 à 1887. Note of the statutes of the CBIP of 1886 decides to become a institution independent from the Consistory. Register of deliberations from 1878 till 1887. Coll. FCC



Lors de l'Exposition universelle de 1900, le Comité reçoit la médaille d'argent au sein du groupe « Économie sociale - hygiène - assistance publique ». During the World Fair of 1900, the Comité receives the silver medal within the group "Économie sociale - hygiène - assistance publique". Coll. FCC



L'ACCUEIL DES IMMIGRÉS JUIFS AVANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

C'est à la fin du XIXe siècle que le CBIP confirme son rôle dans l'accueil des immigrants juifs à Paris, notamment auprès de ceux venus d'Europe centrale et orientale.

Les pogroms de 1881 et 1903 et la révolution de 1905 provoquent de très importantes vagues d'émigration de juifs russes. Entre 1881 et 1914, 100 000 d'entre eux arrivent en France dont environ 35 000 à Paris ; ils représentent alors la moitié des juifs de la capitale. Le Comité se fait un devoir de les aider en leur fournissant nourriture et logement.

Dans l'entre-deux-guerres, la France devient le plus grand pays d'immigration juive suite à la fermeture des frontières dans plusieurs pays d'Amérique dont les États-Unis. Environ 200 000 juifs se fixent en France entre 1906 et 1939. Les trois quarts viennent d'Europe orientale, le quart restant, majoritairement des Balkans, puis, dans une moindre proportion, d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie après l'arrivée de Hitler en 1933.

À la suite de l'occupation allemande, le Comité est dissous le 7 mars 1942 par le gouvernement de Vichy. Ses locaux et ses biens sont transférés à l'Ugif (l'Union générale des israélites de France). L'Ugif disparaît à la Libération, le 12 septembre 1944, et le CBIP reprend ses activités en 1945.



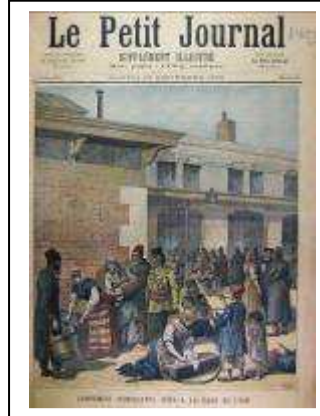
JEWISH IMMIGRATION BEFORE WORLD WAR II

At the end of the 19th century, the CBIP assumed its pivotal role in the integration of Jewish immigrants to Paris. This first wave of immigrants was primarily made of Jews from Central and Eastern Europe.

The pogroms of 1881 and 1903 and the Russian revolution of 1905 brought large waves of Russian Jews. Between 1881 and 1914, 100,000 Russian Jews took refuge in France including 35,000 who settled in Paris. They quickly constituted half of the Jewish population of Paris. The Comité provided them with food and shelter.

Between the two World Wars, several North and South American countries, including the United States, closed their borders and France became the primary destination for Jewish immigrants. About 200,000 Jews moved to France between 1906 and 1939. Three-quarters of the immigrants came from Eastern Europe. The remainder mostly came from the Balkans and, in lesser number, from Germany, Austria and Czechoslovakia after the rise of Hitler in 1933.

Following the German occupation of France, the Vichy government dissolved the Comité on March 7th, 1942. Its property and assets were transferred to the UGIF (l'Union Générale des Israélites de France). The UGIF disappeared in the early days of the liberation of France and the CBIP resumed its activities in 1945.



« Campement d'émigrants juifs [roumains] à la Gare de Lyon ». « Camp of Jewish emigrants [Rumanian] at the Lyon Station ». *Le Petit Journal*, in September 10th, 1892. Coll. MAHJ



Affiche du CBIP datant du 15 avril 1925 en français et en yiddish incitant les familles secourues à garder « leurs logements en parfait état de propreté ». *Poster of the CBIP dating April 15th, 1925 in French and in Yiddish inciting families helped to keep " their housing in perfect state of cleanliness " . Coll. FCC*



Lettre du 12 mars 1942 d'un responsable du CBIP déplorant la suppression du CBIP. *Letter of March 12th, 1942 of a person in charge of the CBIP regretting the deletion of the CBIP. Coll. Mémorial de la Shoah - CDJC*



L'ACCUEIL DES IMMIGRÉS JUIFS APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Après la Seconde Guerre mondiale, l'American Joint Distribution Committee (JOINT) impulse, en mars 1945, la création du Cojasor (Comité juif d'action sociale et de reconstruction) afin de centraliser l'aide matérielle et morale apportée jusque-là aux survivants de la Shoah en France par la Fédération des sociétés juives de France, le Comité d'assistance aux réfugiés et le Comité général de défense.

Dès la fin de la guerre, des établissements accueillent des personnes âgées isolées, ayant passé de longues années dans les camps de concentration. Par la suite, avec le vieillissement de la population, le Cojasor développe son travail auprès de personnes âgées dans les maisons de retraite à Nice et à Aix-les-Bains mais aussi à leur domicile en proposant en 1965 un service d'aide ménagère, l'Adiam, et de gardes à domicile, le Gadcom. Depuis 1973, le Cojasor assure la gestion de tutelles d'incapables majeurs.

À partir du milieu des années 1950, le Cojasor s'occupe des vagues d'immigration juive du Moyen-Orient et des pays d'Europe de l'Est.

À partir des années 1950, le CBIP se concentre sur l'accueil et l'intégration des immigrants nord-africains. En 1956, lors des indépendances de la Tunisie et du Maroc et en pleine guerre d'Algérie, ce sont 1 050 nouvelles familles (soit environ 4 000 personnes) qui sont reçues par les assistantes sociales. En 1962, date de l'indépendance de l'Algérie, 4 070 nouveaux dossiers (soit environ 12 210 personnes) sont ouverts et en 1967, suite à la guerre des Six-Jours, 1 811 nouvelles familles (soit 7 158 personnes) sont prises en charge par le CBIP. En coopération avec le Fonds social juif unifié et en particulier son bureau d'information et d'orientation, le BIO, le CBIP prend en charge l'accueil de centaines de milliers de juifs venus du Maghreb, leur apportant une aide à l'intégration et un soutien matériel. Il prolonge l'action sociale des écoles juives, Lucien de Hirsch, Maimonide et Yabné, par la création de services sociaux et médicaux, l'octroi de bourses, la prise en charge des élèves en dehors des heures de classe et l'envoi des enfants en colonies de vacances.

En 1954, le Comité décide d'ouvrir le Toit familial à la rue Guy Patin, pour une centaine d'étudiants, venant essentiellement d'Afrique du Nord.

POST WORLD WAR II RECONSTRUCTION & IMMIGRATION

After World War II, in March of 1945, the American Joint Distribution Committee (JOINT) prompted the creation of the COJASOR (Comité Juif d'Action Sociale et de Reconstruction). Its purpose was to consolidate the material and moral support given to survivors through the Fédération des sociétés juives de France, Comité d'assistance aux réfugiés and the Comité général de défense.

At the end of the war, a few institutions hosted lone, elderly people who had spent many years in the French concentration camps. As the population aged, the COJASOR directed its services toward the elderly in convalescent homes in Nice and in Aix-les-Bains as well as at home through the ADIAM, a home aid service and GADCOM, a homecare service. As of 1973, the COJASOR provided guardianship services for legally and functionally incapacitated individuals over the age of 18 years.

As of the mid- 1950's, the COJASOR provided services for the waves of Jewish immigration from the Middle East and Eastern Europe.

As of the early 1950's, the CBIP focused its attention on the arrival and integration of North African immigrants. In 1956, with the declaration of independence of Tunisia and Morocco and an all out war in Algeria, 1,050 families (around 4,000 people) were cared for by social workers. In 1962, the year Algeria declared its independence, 4,070 new cases were opened (12,210 people) and following the Six Day War of 1967, 1,811 new families (7,158 people) were provided with services by the CBIP. In partnership with the Fonds Social Juif Unifié (FSJU), and more particularly its Bureau d'Information et d'Orientation (the BIO), the CBIP provided material support and facilitated the integration of several hundred thousand North African Jews. The CBIP increased social services at Jewish schools such as Lucien de Hirsch, Maimonide and Yabne where it offered social and medical services, educational grants, after school activities and summer camps.

In 1954, the Comité created a student house in le Toit Familial on rue Guy-Patin that became home to one hundred students, primarily of North African origin.



Carte des bureaux et des centres d'hébergement du Cojasor réalisée en 1948.

Map of offices and reception centers of Cojasor realized in 1948.
Coll. FCC



La Colline, maison de retraite du Cojasor à Nice dans les années 1950.

La Colline, the old people's home of Cojasor in Nice in the 1950s.
Coll. FCC



Un groupe de réfugiés hongrois dans le port en 1957.

A group of Hungarian refugees in the port in 1957.
Coll. FCC



Plaquette du CBIP de 1975.

Plaquette of the CBIP of 1975.
Coll. FCC



VERS LA CRÉATION DE LA FONDATION CASIP-COJASOR

À partir de 1974, pour faire face à la crise et répondre au mieux aux besoins des usagers, le CBIP devenu le Comité d'action sociale israélite de Paris (Casip) en 1963, en développe de nouveaux services. Le Cadi (Comité d'aide aux détenus israélites) est créé en 1977. Son but est de coordonner l'assistance aux détenus (aumônerie, services sociaux, visites, avocats...) et de favoriser leur réinsertion sociale à la sortie de prison.

Une halte-garderie / ludothèque, David et Suzanne Lévy, est inaugurée en 1981. Ce centre a pour vocation de faciliter l'intégration sociale d'enfants de familles défavorisées.

Le Casip reprend le Bureau du Chabbath créé en 1962 par une équipe de bénévoles. Ce service d'aide à la recherche d'emploi permet le respect du repos du chabbath et des jours de fêtes juives. Dans son combat contre l'exclusion, le Casip crée en 1995 un hôtel social, le Midi Hôtel. Afin de répondre plus efficacement aux demandes des usagers, la plupart des services et des établissements du Casip s'installent en 1990 dans un nouveau complexe situé en plein coeur de Belleville, rue de Pali-Kao.

Ce lieu abrite également le foyer Michel Cahen pour handicapés mentaux (41 lits), première création de ce type dans la communauté juive de la région parisienne.



CREATION OF THE CASIP-COJASOR FOUNDATION

In 1977, the CBIP is renamed the Comité d'Action Sociale Israélite de Paris (CASIP). It created the CADI (Comité d'Aide aux Détenus Israélites) in 1963 to provide visitation, chaplain, social and legal services to Jewish prisoners and facilitate their future reintegration.

The David and Suzanne Lévy Foundation, a day care and playground center, was inaugurated in 1981. The center helps children from underprivileged families.

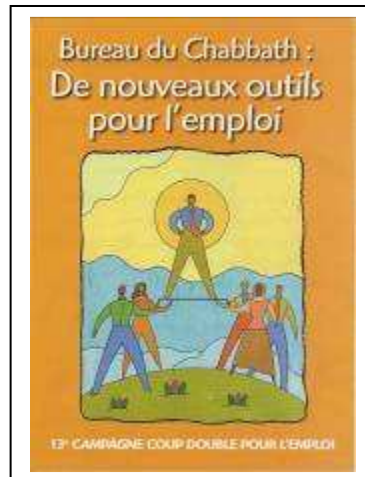
The CASIP assumed direction of the Bureau du Chabbath, an organization created in 1962 by a team of volunteers. The employment office assists job seekers who observe the Sabbath and Jewish holidays; a service that is even more necessary in a period of high unemployment. To further address the consequences of long-term unemployment, the CASIP created the Midi Hotel, a "Social Hotel" that provides housing for the unemployed until they can get back on the employment tracks.

In 1990, most departments and services of the CASIP were consolidated and placed under the same roof in its new rue de Pali Kao headquarters in the heart of Belleville. This new setup allowed the CASIP to more efficiently meet its customers' needs.

The building complex also included the Michel Cahen Home for adults with developmental disabilities (41



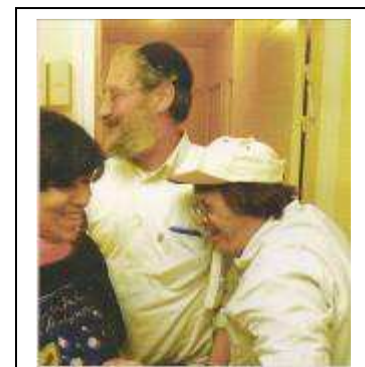
Halte-garderie / ludothèque David et Suzanne Lévy, Paris 20^e.
Day care and playground center David et Suzanne Lévy, Paris 20th.
Coll. FCC



Colloque « Coup double pour l'emploi » organisé par le Bureau du Chabbath en 1995.
Colloquium "Blow doubles for the employment" organized by the Bureau du Chabbath in 1995.
Coll. FCC



Hôtel social (Paris 12^e) qui accueille des personnes sans logis.
Social hotel (Paris 12th) which welcomes homeless persons.
Coll. FCC



Foyer pour handicapés Michel Cahen (Paris 20^e).
Home for handicapped persons Michel Cahen (20th Paris).
Coll. FCC



LA FONDATION CASIP-COJASOR AUJOURD'HUI

En 2000, le Casip et le Cojasor fusionnent en une seule entité, la Fondation Casip-Cojasor.

De nouveaux établissements pour personnes âgées et handicapées viennent s'ajouter à ceux déjà existants en Île-de-France et en province.

Un service d'écoute et de livraison de repas aux personnes isolées et âgées, SEPIA (Solidarité, écoute, personnes isolées, âgées ou malades), vient compléter les actions menées par la Fondation auprès des personnes âgées.

Avec le soutien de la FMS (Fondation pour la Mémoire de la Shoah), est créé en 2001 un service pour les rescapés de la Shoah et leurs ayants droit dont le but est double : il s'agit d'informer et d'orienter sur les indemnisations et d'organiser des activités sociales et culturelles.

Au sein du service social dynamique et innovant, plusieurs nouveaux programmes ont vu le jour : accueil en hôtels d'urgence, service social spécialisé pour les handicapés, consultation de médiation familiale, service social scolaire, mutuelle complémentaire santé, assurance habitation, centre social du Val-d'Oise à Sarcelles.

Aujourd'hui, la Fondation Casip-Cojasor, dirigée par un Conseil d'administration de 15 personnes, compte 430 salariés répartis au sein de 11 services sociaux et 13 établissements avec un budget de 33 000 000 €.



THE CASIP-COJASOR FOUNDATION TODAY

In 2000, the CASIP and COJASOR merged to become the CASIP-COJASOR Foundation.

New homes for the elderly and handicapped were added to those already in operation in Île-de-France and the rest of the country.

An emergency hotline and meal delivery service for the elderly and isolated persons, the SEPIA (Solidarité, Écoute, Personnes Isolées, Agées ou malades) supplemented the elder care services already provided by the Foundation.

With support of the FMS (Fondation pour la Mémoire de Shoah), a service for the survivors of the Shoah and their beneficiaries is created in 2001. It serves the dual purpose of providing information and support for indemnity claims to survivors as well as organizing social and cultural activities.

Dynamic and innovative social services brought about several new programs: emergency shelters, social services geared toward the disabled, family counseling services, school counselling services, supplementary health coverage, home insurance and the center for the Val-d'Oise region in Sarcelles.

Today, the CASIP-COJASOR foundation has a budget of 33.000.000 €. It is led by an executive board of 15 members and is constituted of 430 employees divided between 11 social services and 13 institutions.



Entrée du siège de la Fondation Casip-Cojasor, 8 rue Pali-Kao, Paris 20^e.
Main entrance of the head quarters.
Coll. FCC



La résidence Claude Kelman à Créteil.
Coll. FCC



Service Sepia : livraison de repas au domicile de personnes âgées.
Sepia service: delivery of meal in the place of residence of old persons.
Coll. FCC